



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 4, Numéro 3, Juin 2026

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sifactor.com/passport.php?id=23334>



<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>



<https://www.ajol.info/index.php/akiri>



[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)



<https://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2026 : 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814**ISSN-P: 3006-306X**

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roal, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître de Conférences, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI: <http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor: SJIF 2026: 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue **AKIRI** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («...»), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **The Utopias of Toni Morrison's Paradise**
SORO Dolourou..... 1-11
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.1>
2. **Abjection and Desire: A Feminist Reading of Sarah Kane's Phaedra's Love and Eugene O'Neill's Mourning Becomes Electra**
Wandja Fatoumata TUO & Ouana Alassane SEKONGO..... 12-24
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.2>
3. **Émergence du sujet féminin et esthétique de l'oralité dans Their Eyes Were Watching God de Zora Neale Hurston**
Zié Bi Golé Eugène KOFFI & Bi Zoh Elisée GOLE..... 25-37
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.3>
4. **Black Renaissance and Baraka's Legacy**
Yao Katamatou Kouma..... 38-53
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.4>
5. **Influence des facteurs sociodidactiques sur l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais : cas du lycée Soundjata Keïta**
Yacouba Boubacar TOURE..... 54-66
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.5>
6. **Remote sensing monitoring and assessment of oil pollution from 2015 to 2020 in the Gulf of Guinea: The case of the two Congos and the Cabinda region (Angola)**
Marius MASSALA MBINDZOUKOU..... 67-81
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.6>

Études hispaniques

7. **El "muro de la vergüenza" en Chambacú, corral de negros de Manuel Zapata Olivella: entre opresión y expresión de la libertad**
Bonzallé Hervé SAKOUM..... 82-94
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.7>

Lettres Modernes

8. **Le fragmentaire : les modalités d'un mécanisme dramaturgique du théâtre d'Aristide Tarnagda**
Kan Mathieu KOUASSI 95-109
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.8>
9. **Poétique de la migration et reconfiguration postcoloniale du roman africain francophone chez Maurice Bandaman**
Kagnon Brahim SANOGO..... 110-124
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.9>

- 10. Migration et développement local dans le roman africain francophone**
Koudougou Frédéric KONTOGOM..... 125-138
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.10>
- 11. Écrire, créer et diffuser le théâtre de commande d'intervention sociale**
ZAGRÉ Issa..... 139-154
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.11>
- 12. Le sacré au risque de la déconstruction ou le discours de la
« désédéification » dans galerie infernale de Jean-Marie Adiaffi**
Zana Karim SORO..... 155-168
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.12>
- 13. La pratique stylistique à l'œuvre dans « larmes en pleurs »,
extrait de la mère rouge de C. Marshall Kissy**
Aby Emmanuel AKADJÉ..... 169-182
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.13>
- 14. Quête de l'altérité et dialogue interculturel dans l'attentat
de Yasmina Khadra : se réconcilier au-delà des extrêmes
et des frontières identitaires ?**
Mamadou KONATE..... 183-196
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.14>

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET ARCHITECTURE

Sciences du langage et de la communication

- 15. Essai de sémantique des mots onomatopéiques et idéophoniques**
Koffi Joël KOUAKOU & Koffi Yéboua Vincent KOUASSI 197-210
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.15>
- 16. Les difficultés des situations de transfert en activités de langage
et lecture à l'école élémentaire**
Oumar DIA..... 211-231
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.16>
- 17. Débats citoyens et vie sociopolitique en Côte d'Ivoire
à l'ère du numérique**
Konan Zagoh Martial YAO & Olive-Martial Kokoi ASSEU 232-248
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.17>

Architecture & urbanisme

- 18. Planifier, aménager et bâtir des « villes en mouvements » au Sahel :
cas de la ville moyenne de Pouytenga au Burkina Faso**
Pougwendé Léandre GUIGMA..... 249-273
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.18>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

19. **Relire Cheikh Anta Diop : pour une critique historiographique de son assimilation à l'afrocentrisme**
Yves Victor NGONO..... 274-295
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.19>
20. **L'immigration libano-syrienne en AOF : des abords des Rivières du Sud à la constitution d'une diaspora robuste (XIX^e-XX^e siècles)**
Abdou Karim TANDJIGORA..... 296-316
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.20>
21. **L'histoire des Oubi, un peuple de l'ouest ivoirien peu connu, des origines à la période coloniale**
TOURE Tiegbe & GNETO Gbakre Jean-Patrice..... 317-330
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.21>
22. **Les arts plastiques contemporains burkinabè entre défis et survie**
Hyacinthe SANDWIDI, Adama TOURÉ & Patrick KABRÉ..... 331-348
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.22>
23. **Engagement des associations musulmanes dans la promotion du don de sang au Burkina Faso (1997-2025)**
Aboubakar Sidiki SEGDA & Adama KABORE..... 349-365
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.23>
24. **Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire : une approche des mobilités post-conflit**
KOUASSI Tehua Maizan & KOUASSI Noël Zouzou..... 366-384
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.24>
25. **Les « choses-dieux » chez les peuples de l'Est du Cameroun : matérialité du sacré et ontologies religieuses**
Jeannette Sylvie PILO ATTA..... 385-405
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.25>
26. **La musique traditionnelle au Burkina Faso à l'épreuve des dynamiques sociales : cas de la musique des Lyèla de la Province du Sanguié**
Emmanuel BAYALA & Jean Célestin KY..... 406-420
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.26>
27. **La diplomatie culturelle de la Côte d'Ivoire (1959-2021) : genèse, recompositions et enjeux d'un soft power africain**
Amenan Félicité Nadège DJAHA & Bakary TRAORÉ..... 421-440
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.27>
28. **L'impact de la présence de l'école occidentale sur les institutions de formation traditionnelles chez les Djimini, 1903-1960**
Drissa COULIBALY..... 441-453
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.28>

- 29. Les confréries religieuses au Sénégal : un facteur de solidarité et de cohésion sociale**
Sadibou SEYDI..... 454-467
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.29>
- 30. L'État dans la gestion du hadj et du pèlerinage chrétien en Côte d'Ivoire**
Fatoumata BAMBA & Kiyali KONE..... 468-481
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.30>

Géographie

- 31. De l'eau impure à l'eau potable à Legaïn/Lallé dans la région du Mayo-Kebbi-Est au sud-ouest du Tchad**
BAYANG Sirbéle..... 482-495
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.31>
- 32. Analyse de l'engagement des populations dans la gestion des déchets plastiques sur les plages de la ville de Sassandra (Côte d'Ivoire)**
Youto Elodie Ama DOUBA..... 496-513
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.32>
- 33. Le marketing territorial, nouveau levier du développement territorial du département de Rufisque (Dakar/Sénégal)**
Moussa TAMBA, Abdourahmane Mbade SÈNE & Oumar SALL 514-530
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.33>
- 34. Évaluation des géopotentialités du département de Vavoua en faveur de la culture de l'anacarde à partir des SIG et l'analyse multicritère (AMC)**
Kopeh Jean-Louis ASSI..... 531-548
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.34>
- 35. La filière manioc : un levier d'autonomisation des femmes rurales dans la sous-préfecture de Djebonoua**
N'guessan Pascal KONAN, Watagaman Paul YEO,
Koffi Landry DIBY & Dhédé Paul Éric KOUAMÉ..... 549-564
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.35>
- 36. Filières d'approvisionnement et stratégies commerciales des produits alimentaires dans les marchés urbains de Ziguinchor (Sénégal)**
Yaya DIALLO, Djiby SOW, Sécou Omar DIEDHIOU & Oumar SY..... 565-582
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.36>
- 37. Perception des populations sur l'usage des passerelles piétonnes dans la ville de Bamako (Mali)**
Charles SAMAKE..... 583-598
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.37>
- 38. Récurrence des inondations à Bamako, impacts de l'aménagement de Diafaranako**
Adama SISSOKO & Moussa Mady KEITA..... 599-614
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.38>

- 39. La province gabonaise de la Nyanga comme espace-frontière :
logiques sociospatiales et mécanismes de la circulation des stupéfiants**
Poliny NDONG BEKA II & Joa-Méline MAGANGA BOUSSOUGOU..... 615-635
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.39>
- 40. Diagnostic de la gestion foncière dans le périurbain de Bouaké
(Centre Côte d'Ivoire)**
Konan Norbert Koffi..... 636-653
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.40>
- 41. Impacts de la qualité de l'eau sur la santé des ménages à Koro, Mali**
Abdoulaye TOGO & Abdou BALLO..... 654-668
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.41>
- 42. Scolarisation au primaire dans la région du Gontougo
au nord-est de la Côte d'Ivoire : déterminants et
perspectives pour une scolarisation durable**
Kouadio Franck Olivier YAO, Tozan ZAH Bi & Ané Landry TANOH..... 669-685
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.42>
- 43. Les marchés périphériques dans la connection de l'hinterland
agricole et la métropole Yaoundé**
Fridolin Brice Nicolas ATEKOA MBARGA..... 686-702
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.43>
- 44. Variabilité climatique et environnementale et incidence des infections
paludéennes en milieu urbain sahélien : cas des districts de sante
de Maroua (Extrême-nord, Cameroun)**
Daniel Valérie BASKA TOUSSIA, Maurice NDIKWE DOURWE &
François GONGA..... 702-720
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.44>
- 45. Le programme de « villagisation » dans l'Unité-SOCAPALM d'Eseka,
au Cameroun : Dynamiques des acteurs, pratiques socio-spatiales
et effets induits**
MBOUHNOUM Philippe Alexandre Emmanuel & NDJOGUI Thomas-Eric 721-742
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.45>
- 46. Défis et perspectives de formation des femmes dans les instituts
éducatifs du Département de Botro (Côte d'Ivoire)**
Maxime YAPI..... 743-757
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.46>
- 47. Polarisation urbaine des nuisances environnementales.
Les bruits et les odeurs dans le Grand-Libreville (Gabon)**
Jean-Kevin Aimé TSIBA..... 758-779
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.47>
- 48. Vulnérabilité des quartiers urbains face aux risques d'érosion
à Dikodougou (Côte d'Ivoire)**
SORO Seydou Kadodjomon..... 780-792
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.48>

- 49. The Bororo community: From the Decline of Pastoralism to the Challenges of Socio-economic Reintegration**
Sylvain TCHAGUI & Umaru HASSAN BUBA..... 793-809
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.49>
- 50. Activités artisanales et crise de l'assainissement urbain à Dimbokro (Centre de la Côte d'Ivoire)**
N'guessan Arsène KOUADIO & Akissi Ketsia KOIDJO..... 810-825
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.50>
- Philosophie**
- 51. La crise identitaire et l'apport de solution cartésienne pour la valorisation du droit humanitaire**
Kouassi Luc N'GOTTA..... 826-842
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.51>
- 52. Gouvernance des ressources naturelles et conflits intercommunautaires au Tchad : cas des conflits agriculteurs-éleveurs dans la sous-préfecture de Bologo/Tandjile-ouest**
OLAME HOUMINA Patrice..... 843-860
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.52>
- 53. Penser l'IA comme science auxiliaire en médecine avec Claude Bernard**
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON..... 861-873
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.53>
- 54. La politique de l'équilibre régional au Cameroun : peut-on sortir de la controverse ?**
Gilbert Hippolyte MBENDA TOUM..... 874-892
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.54>
- 55. Parole de l'Être comme authenticité ek-sistentielle du Da-sein**
Yao Wilfried N'GUESSAN..... 893-910
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.55>
- 56. Travail, identité et reconnaissance dans la société de l'automatisation**
Bi Naga Landry BOTTY..... 911-918
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.56>
- 57. Orpaillage artisanal et migrations en Afrique : entre quête existentielle, crise écologique et exigence écosophique**
Méfègbé MÉITÉ..... 919-932
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.57>
- 58. Hobbes et les crises foncières en Afrique : cas de la Côte d'Ivoire**
Kouadio Louis N'GUESSAN..... 933-948
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.58>
- 59. De l'évidence à la pluralité : l'avènement des géométries non-euclidiennes comme rupture épistémologique**
Moctarou BALDÉ..... 949-961
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.59>

- 60. Architecture et urbanisme de l'Égypte pharaonique :
modèles du développement durable pour la Côte d'Ivoire**
Konan Lazard KOUADIO..... 962-977
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.60>
- 61. La liberté de philosopher à l'épreuve de la religion :
l'exemple de Fichte et Forber**
Julien YABRE..... 978-991
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.61>
- Anthropologie et sociologie**
- 62. Conservation of vegetated green spaces in the municipality
of Ouagadougou by 2050**
Roséline KAMBOULÉ, Pounyala Awa OUOBA &
Kpemame DJANKARI..... 992-1005
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.62>
- 63. Analyse du fonctionnement des structures socio-éducatives
en mode décentralisé dans le cercle de Bougouni/Mali**
Youssef Kolon COULIBALY..... 1006-1020
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.63>
- 64. Usages sociaux des MILDA et bien-être des populations dans les
communautés rurales de côte d'ivoire : cas des populations de Djébonoua**
Kouakou Luc N'GOTTA & Koffi Dermane KOUAKOU..... 1021-1031
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.64>
- 65. « Travail des enfants dans le transport routier à Daloa :
cas des minibus » Centre-ouest Côte d'Ivoire**
Nawan Issouf OUATTARA & Issiaka KONE 1032-1047
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.65>
- 66. Propagation des discours haineux et éducation aux médias :
Responsabilité individuelle face au tribalisme et à
la cohésion sociale au Cameroun**
Paulette Mappi Dzukou..... 1048-1074
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.66>
- 67. L'accès par l'exception : Modélisation du processus de sécurisation
foncière des femmes en milieu rural ivoirien**
Walo Monique GRAH Epouse SARAKA..... 1075-1092
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.67>
- 68. Gouvernance informelle et expérience des usagers
face à l'absentéisme administratif dans le Gbêkê**
Zanga Aboudramane TOURÉ..... 1093-1107
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.68>
- 69. Savoirs endogènes, techniques innovantes et gestion des pathologies
du cacao : cas de Téapleu (ouest de la Côte d'Ivoire)**
Siaky Motihé KAMARA..... 1108-1125
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.69>

- 70. Assainissement productif et développement rural : analyse sociologique des enjeux économiques et environnementaux à Bouaflé**
 Jeannine Tchely GAUZE & YAPI Ellélé Aimé Marius..... 1126-1138
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.70>
- 71. Réseaux relationnels et recours maternels aux soins des enfants malnutris à Bouna (Côte d'Ivoire)**
 Kouassi Serge KOUADIO & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA..... 1139-1151
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.71>
- 72. Violences sexuelles en Centrafrique : disparités sanitaires territoriales et résilience des survivantes**
 Kassinabin Diakaridia Frédéric SILUE & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA...1152-1162
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.72>
- 73. Résistances et adaptations en contexte précaire : logiques de l'auto-emploi des jeunes conducteurs de taxis-motos à Bangui**
 Hyacinthe Anicet BEKPA..... 1163-1179
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.73>

Psychologie

- 74. Épisodes suicidaires en milieu universitaire : causes motivationnelles et stratégies de résilience chez un échantillon de huit étudiants de l'Université Félix Houphouët-Boigny**
 Kinanya Donatien TOURE, BA Néné TRAORE,
 KONE née YEO Lokotianwa Sali & Grace Daniella AMAKON..... 1180-1201
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.74>

Criminologie

- 75. Enjeux de pouvoir et Gestion de risques miniers dans la carrière de Kalukuluku, à Lubumbashi**
 MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 1202-1217
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.75>

Science de l'éducation

- 76. Manifestations de la pédagogie active dans les pratiques ordinaires des enseignants en classe de géographie**
 Mamadou THIARE & Ismaila MBODJI..... 1218-1236
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.76>
- 77. Jeux sérieux et humanité numérique : Vers une éducation contextualisée en Afrique**
 THIAM Aboubekr, MAIGA Alhoudourou,
 DIOP Alassane & HOTTE Richard..... 1237-1252
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.77>
- 78. Les obstacles de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel au Tchad »**
 Ali Moussa & Ousmane Hassane Ousmane..... 1253-1270
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.78>

- 79. Approche inclusive et différenciation pédagogique pour les apprenants de l'école primaire burkinabè présentant un bégaiement**
Dasmané MOGMENGA, Oumou DIALLO &
Wenkuuni Désiré POUDIOUGO..... 1271-1284
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.79>

Sciences juridiques et politiques

- 80. Les dynamiques des migrations climatiques en Afrique**
Saad CHAFIK..... 1285-1303
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.80>

Débats citoyens et vie sociopolitique en Côte d'Ivoire à l'ère du numérique

Konan Zagoh Martial YAO

*Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication,
Université Félix Houphouët-Boigny,
Abidjan - Côte d'Ivoire,*

Email : zagohmartial@hotmail.fr

&

Olive-Martial Kokoi ASSEU

*Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication,
Université Félix Houphouët-Boigny,
Abidjan - Côte d'Ivoire,*

Email : olivemartial@yahoo.fr

Date de soumission : 15-05-2026

Date de publication : 30-06-2026

Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.17>

Résumé

Vécue, à sa genèse, fondamentalement dans les partis politiques, les médias classiques, les ménages et les espaces publics, la politique ivoirienne est aujourd'hui implantée dans la sphère numérique. Les débats ne sont plus monopolisés car chaque citoyen, à partir de son appareil, peut se prononcer sur l'actualité politique. Cette réalité est mise en relief par la présente étude, menée dans le District d'Abidjan, dont l'objectif est d'évaluer l'effet des débats numériques citoyens sur la vie sociopolitique ivoirienne. Basée fondamentalement sur la méthode qualitative et s'inscrivant dans le cadre de la théorie des effets, l'étude a, tout d'abord, permis d'identifier le numérique comme le nouveau levier d'accroissement des débatteurs en côte d'ivoire ; elle a ensuite mis en exergue les effets tangibles des débats sur l'action publique et les acteurs politiques, y compris le caractère rapide du numérique comme source de mobilisation des citoyens ivoiriens ; et enfin les différents revers numériques relatifs à la vie sociopolitique en côte d'ivoire.

Mots-clés : débat, politique, participation citoyenne, communication numérique, Côte d'Ivoire

Civic debates and ivorian sociopolitical life at the time of the digital system

Abstract

Experienced, at its beginning, fundamentally in political parties, Medias, households and public spaces, Ivorian politics has become established in the digital area. Debates are no more monopolized because every citizen, from their device, can give their opinion about political events. This reality is brought out by this study, conducted in the District of Abidjan, which aim is to assess the effect of civic debates on the Ivorian sociopolitical life. Fundamentally based on the qualitative method and falling in the framework of effects theory the study has first permitted to identify digital technologies as the new growth lever of debaters in Côte d'Ivoire; then it has underlined the tangible effects of debates on the public action and political leaders, including the fast aspect of digital technologies as sources of mobilization of Ivorian citizens; and at last, the different digital setbacks related to the sociopolitical life.

Keywords : debate, citizen participation, politics, digital communication, Côte d'Ivoire

Introduction

En communication politique, on distingue trois catégories d'acteurs qui interagissent afin d'assurer la bonne marche de toute société humaine : les hommes politiques¹, les médias et les citoyens (T. Koutroubas & M. Litts, 2011). Il revient à ces différents acteurs, en particulier aux citoyens, de s'exprimer et de prendre une part active à la bonne gestion de la collectivité. Ceci, en vue de porter à la connaissance des autres acteurs leurs aspirations : là se trouve le fondement de toute démocratie (C. Girre et X. Girre, 2005 :73). Les citoyens sont appelés à recourir à tous les moyens légaux d'expression à leur disposition pour évaluer et se prononcer sur les actions de leurs gouvernants et toutes les questions d'intérêt général. Il faut également reconnaître que, dans le même temps, ces citoyens doivent être complètement informés, afin de prendre de bonnes décisions et participer à part entière au processus démocratique (K. O.-M. Asseu, 2023 : 4).

Pendant longtemps, ces moyens d'expression ont présenté diverses faces, à savoir celle des places publiques telles que l'agora (athénienne), l'arbre à palabres africain, etc. Ces lieux servaient aux individus d'espaces de rassemblement, d'information, de socialisation et d'expression de préoccupations à l'ensemble de la communauté sur des sujets d'intérêt commun (A. Mercier, 2012 : 7).

Au fil du temps, les lieux (et à la fois les moyens) d'expression citoyenne ont subi une évolution et une diversification. L'un des tournants majeurs fut la reconfiguration des moyens d'expression populaires avec l'émergence des moyens techniques de communication représentant la mutation de l'espace d'expression citoyenne (K. Z. M. Yao, 2025 :70). Grâce à ces médias, notamment la presse, puis la radio et la télévision, les possibilités et les moyens de participation citoyenne se multiplièrent. Toutefois, avec l'évolution du temps, ces nouveaux médias, appelés à élargir les possibilités de prise de parole citoyenne, se retrouvèrent sous le contrôle des pouvoirs économiques et politiques (T. Koutroubas & M. Litts, 2011). Cette situation contraignait donc le peuple à trouver d'autres moyens d'expression adaptés à son rôle dans la cité, c'est-à-dire des espaces de libres discussions et de circulation des idées pouvant constituer l'écho de sa voix et de ses aspirations. Cet état de fait amène à comprendre que la communication s'impose comme une nécessité dans l'art de s'exprimer, de gouverner et de gérer les affaires publiques (K. O.-M. Asseu, 2023 : 57).

L'avènement d'Internet a redynamisé les médias existants tout en faisant apparaître de nouveaux usages : ce qui a donné lieu à une révolution de l'espace d'expression et d'échange

¹ La notion d'homme politique fait référence aux acteurs sociaux engagés dans la conquête ou l'exercice du pouvoir politique.

citoyen. Aujourd'hui, l'expansion des outils collaboratifs de l'Internet favorise une participation de plus en plus accrue des populations au débat sur la gestion de la société² (K. Z. M. Yao, 2025 :12).

Cette situation est une réalité en Côte d'Ivoire où la vie sociopolitique se vit aujourd'hui tant dans les médias classiques que sur la toile. L'objectif de la présente étude est d'évaluer l'effet des débats numériques citoyens sur la vie sociopolitique ivoirienne.

1. Positionnement théorique

Le positionnement théorique adopté dans le cadre de cette étude est la théorie des effets. En effet, « la conception de l'influence des médias s'agissant de la modification des opinions est dominée par la thèse des effets limités » (C. De Sabouret, 2018 : 145). La compréhension de l'influence des médias sur les perceptions et les comportements des individus fait appel aux études sur les effets des médias. Jacques Gerstlé (1996, p. 739) explique que trois types d'effets liés à la diffusion de l'information à savoir l'effet d'agenda, l'effet de cadrage et l'effet d'amorçage retiennent particulièrement l'attention des chercheurs : dans ces trois cas, le changement est réputé induit par les médias et il concerne respectivement la hiérarchisation des enjeux, l'imputation de la responsabilité et le jugement politique ».

L'effet d'agenda prend sens, ici, dans la mesure où les plateformes sociales numériques, par l'importance des sujets abordés et l'attention plus ou moins portée sur ceux-ci, peuvent influencer les citoyens à plus ou moins prioriser certains sujets. Cette situation provoque un calendrier et une hiérarchie d'importance des sujets dans l'espace public. Cet écho génère une récupération tous azimuts par les différents acteurs sociaux et dominera l'actualité en cours dans l'espace public. Certains groupes de discussion politiques en ligne, par leur capacité à influencer les perceptions publiques, peuvent dicter *à propos de quoi* penser, en définissant les sujets les plus importants à discuter.

Quant au cadrage, il renvoie à l'usage d'éléments d'informations de nature à attirer l'attention des utilisateurs des réseaux socionumériques et à influencer leur perception par rapport au contenu publié. L'utilisation des hashtags et titres à sensation, des images et vidéos soigneusement sélectionnées de même que la narration partielle de certains événements ou informations sera de nature à influencer les interprétations du public.

² L'expression citoyenne à travers les médias connaît un grand boom avec l'arrivée des réseaux sociaux numériques tels que Facebook, Twitter, YouTube...

L'effet d'amorçage, enfin, désigne l'influence des médias d'information sur les critères retenus pour évaluer et produire des jugements politiques. Dans la présente étude, l'effet d'amorçage est analysé au prisme des contenus générés sur les médias sociaux numériques dont la finalité est d'influencer la réaction des utilisateurs aux informations divulguées. Cela peut se percevoir par la similarité des contenus suggérés par les algorithmes aux utilisateurs des plateformes numériques, sur la base de leur navigation habituelle. Les petits éléments de suggestion tels que les *likes*³, commentaires et partage par les proches et autres contacts orientent également les perceptions et opinions des utilisateurs du public.

2. Méthodologie

La présente étude, qui est essentiellement d'ordre qualitatif, car visant à « développer des concepts qui nous aident à comprendre les phénomènes sociaux dans des contextes naturels (plutôt qu'expérimentaux), en mettant l'accent sur les significations, les expériences et les points de vue de tous les participants » (N. Mays et C. Pope, 1995 : 43), s'est réalisée dans un double cadre de collecte de données. Il s'agit premièrement d'un cadre numérique, marqué par les différents outils numériques et, deuxièmement d'un cadre géographique, en particulier le district d'Abidjan dont les communes de Cocody, Plateau, Yopougon et Abobo ont servi de terrain d'étude. Cette étude repose sur l'étude documentaire et l'entretien semi-directif, deux techniques de collecte de données dont l'objectif est « de chercher à comprendre, à donner du sens » au phénomène social analysé (P. N'da, 2016 : 24).

3. Résultats et discussions

3.1. Le numérique : nouveau levier d'accroissement des débatteurs en Côte d'Ivoire

Les médias sociaux numériques ont favorisé l'émergence et l'amplification de la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire. Divers indicateurs permettent d'évaluer l'accroissement de cet activisme des citoyens et leur engouement de plus en plus marqué autour des débats portant sur la vie sociopolitique ivoirienne, afin de nourrir la vie démocratique en Côte d'Ivoire. Et les statistiques relatives au niveau d'adhésion et de contribution des internautes aux contenus des forums et autres types de comptes sur les réseaux sociaux numériques.

Les améliorations techniques constantes des plateformes de participation donnent accès aux données sur l'animation des médias du Web 2.0 permettant ainsi de jauger le niveau croissant de participation des citoyens aux échanges sur la vie sociopolitique ivoirienne. L'on peut

³ Un « like » ou « j'aime » est la représentation sous forme d'icône avec un pouce levé de tout utilisateur des réseaux sociaux numériques et qui illustre son appréciation d'un contenu publié.

constater que, quantitativement, les espaces numériques d'échange se renforcent graduellement. Ce propos est corroboré par les images qui suivent.

Image 1 : Section « à propos » du forum Facebook « Observatoire Démocratique de Côte d'Ivoire »



Source : <https://www.facebook.com/groups/1926654974047749>, décembre 2024

Ce groupe Facebook, avec ses 34 816 membres et son activité soutenue (232 publications par jour), illustre une participation citoyenne croissante en Côte d'Ivoire. Le nombre élevé de membres indique un intérêt significatif des internautes pour les sujets abordés dans le groupe, ce qui révèle une volonté de ces derniers de s'informer, de débattre et de participer à la vie publique en Côte d'Ivoire. De même, le volume élevé de publications dans ce groupe témoigne d'une forte activité et d'un engagement constant de ses membres à animer son contenu. Ce contenu suppose des discussions animées, des échanges d'informations et une participation active au débat public en adéquation avec les thèmes du groupe illustrés sur l'image par les mots-clés « Droits civiques » et « Université et formations pour adultes ». Ces mots-clés traduisent le fait que le groupe aborde des sujets liés à l'éducation civique, à la participation politique et aux droits fondamentaux, lesquels thèmes sont essentiels pour une participation citoyenne éclairée en Côte d'Ivoire et une société démocratique ivoirienne.

Les discussions menées par les membres peuvent porter sur plusieurs actions citoyennes concrètes. Les citoyens membres de la plateforme peuvent, par exemple, sensibiliser les autres membres sur des questions spécifiques, les mobiliser en les invitant à certains comportements et actions quotidiens, à partager des informations aux autres membres ou encore contribuer à améliorer les compétences des co-membres du groupe par des formations ou ressources

supplémentaires. Le contenu de ces discussions peut aussi concerner l'initiation et la signature de pétitions, des actions de plaidoyer auprès des autorités gouvernantes, etc.

L'analyse des données statistiques du présent groupe renforce l'idée que la plateforme numérique Facebook facilite la participation citoyenne en permettant aux individus de se connecter, de partager des informations et de débattre de sujets d'intérêt public. Toutefois, il convient de noter que la présente analyse ne permet pas une conclusion définitive sur la qualité de cette participation quoiqu'elle fournisse des indicateurs quantitatifs intéressants sur le niveau de participations des citoyens aux échanges numériques. Un autre exemple de participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire est mis en évidence dans l'élément qui suit :

Image 2 : Section « à propos » du forum Facebook « Observateur Démocratique de Côte d'Ivoire »



Source : www.facebook.com, décembre 2024

Il s'agit ici de la page d'accueil d'un groupe Facebook privé dénommé « Observateur Démocratique de la Côte d'Ivoire (ODECI) ». On y aperçoit une petite bannière circulaire verte et blanche, avec le logo du groupe visible en haut. Le logo du groupe inclut une carte de la Côte d'Ivoire, un singe et une loupe, suggérant en référence à une surveillance ou une observation de la vie quotidienne en Côte d'Ivoire. Au bas de l'écran, on voit des photos de profil de certains membres du groupe, ainsi qu'un bouton « Inviter » permettant de convier de nouveaux membres à adhérer au groupe. Les données (encadrées en rouge) montrent la progression du nombre de membres du groupe qui est passé de 101 000 (image à gauche) à 110 000 (image à droite) sur une période donnée (en 2 semaines).

L'augmentation du nombre de membres du groupe ODECI reflète une participation politique citoyenne en pleine expansion en Côte d'Ivoire facilitée par les plateformes numériques. Les groupes Facebook comme ODECI offrent une plateforme d'expression et de débat pour les citoyens. Les groupes de discussion permettent, en effet, aux citoyens d'accéder à l'information, de partager leurs points de vue et de se mobiliser autour de causes communes. Cela peut contribuer à une participation politique plus éclairée et plus active. Les forums Facebook

favorisent le débat politique et permettent aux citoyens d'exprimer leurs opinions et de dialoguer avec des personnes partageant des points de vue similaires ou différents. Cela peut contribuer à une société plus démocratique et plus participative.

L'accroissement constant des membres sur les plateformes socionumériques a un impact significatif sur la participation politique. Ces plateformes permettent aux citoyens d'accéder rapidement à une grande quantité d'informations politiques : ceci inclut les débats, les déclarations des élus et les nouvelles sur les sujets d'actualité. Les utilisateurs peuvent donc interagir directement avec les responsables politiques, poser des questions et exprimer leurs opinions. Cela crée un sentiment d'implication et de proximité avec les processus décisionnels.

Ce nombre important et croissant de membres sur ces plateformes du Web 2.0 facilite la mobilisation autour de causes politiques. Des mouvements comme les printemps arabes ou les protestations contre le changement climatique ont vu le jour grâce à l'organisation et la diffusion d'informations sur les réseaux sociaux numériques.

3.2. Des débats aux effets tangibles sur l'action publique et les acteurs politiques

Les débats numériques citoyens en cours sur les plateformes du Web 2.0 ont un impact significatif sur la société ivoirienne. Ces conséquences sont de nature à déclencher l'action publique et à influencer également sur les activités des personnalités politiques ivoiriennes. Face à la montée en puissance des contenus des échanges citoyens du Web 2.0, les pouvoirs publics se retrouvent dans une posture de réaction en vue de juguler le phénomène de l'expression via les canaux numériques, en particulier les débordements qui peuvent en surgir. Les autorités ivoiriennes se sont saisies de la question de régulation des plateformes sociales numériques en prenant un ensemble de mesures préventives et coercitives comme l'indique l'image ci-après :

Image 3 : Compte Twitter de « Life Magazine »



Source : <https://www.x.com/lifemagazine>, août 2024

Cette publication de la page « Life Magazine » met en lumière la régulation des réseaux sociaux numériques en Côte d'Ivoire. Il est précisément question d'une mesure gouvernementale visant

à réguler la production des contenus sur les plateformes sociales numériques en Côte d'Ivoire. Cette mesure indique une volonté gouvernementale de contrôler le contenu diffusé et de soumettre les acteurs disposant d'une audience significative (25 000 abonnés) à une législation existante.

L'extension de la loi sur la communication audiovisuelle aux influenceurs numériques traduit le fait que ces acteurs sont désormais soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les médias traditionnels. Ceci pourrait, de fait, inclure des obligations en matière de déontologie, de vérification des faits et de responsabilité dans la diffusion des contenus dans la cybersphère ivoirienne. Cette mesure soulève également les questions relatives à la liberté d'expression et d'opinion, la liberté de presse en ligne, car elle peut être perçue comme une restriction de ces libertés, notamment une tentative de contrôle du discours public sur les réseaux sociaux. En réglementant les producteurs influents de contenus, le gouvernement semble chercher à limiter la diffusion de contenus critiques ou opposés à sa politique.

En sus, la diffusion de l'information par Life Magazine, une page Facebook d'information, souligne l'importance des réseaux sociaux dans la diffusion de l'information publique et politique en Côte d'Ivoire. La rapidité de diffusion sur les réseaux sociaux contraste avec les médias traditionnels. Le faible nombre de réactions et de commentaires sur le post Facebook suggère un manque d'engagement ou une absence de débat public immédiat sur cette mesure. Cela pourrait être dû à plusieurs facteurs à savoir la nouveauté de la mesure, le manque de compréhension de ses implications ou une autocensure.

En fin de compte, ce post met en lumière les actions gouvernementales dans le cadre de la régulation des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire. Cette mesure soulève des questions cruciales sur l'équilibre entre la liberté d'expression, le contrôle du discours public et la responsabilité des acteurs numériques. La régulation des contenus des plateformes du Web 2.0 a également fait l'objet de multiples interventions de l'appareil judiciaire ivoirien. Cette réalité est corroborée par les images ci-dessous :

Image 4 : Page Facebook « Webmedias.Ci »



Source : <https://www.facebook.com/webmedias.ci> (juillet 2024)

Ces deux captures d'écran mettent en exergue des déclarations du procureur de la République d'alors concernant l'usage des médias sociaux numériques par les citoyens en Côte d'Ivoire et l'attention particulière portée par la justice ivoirienne sur cette question. La capture de gauche montre une publication de la page Facebook « Webmedias.Ci » publiée le 7 décembre 2022. La publication montre l'ancien Procureur de la République de Côte d'Ivoire, Richard ADOU, qui adresse un avertissement aux utilisateurs des réseaux sociaux numériques. Cela souligne l'importance et l'impact des réseaux sociaux sur la vie sociopolitique en Côte d'Ivoire. Ceux-ci peuvent influencer l'opinion publique, mener à la propagation des informations (ou de la désinformation) et jouer un rôle crucial dans la mobilisation sociale et politique.

Le fait que cette déclaration soit relayée sur les réseaux sociaux numériques montre comment ces plateformes digitales sont devenues des canaux essentiels pour la communication officielle et non officielle. Les utilisateurs peuvent réagir, commenter et partager, ce qui amplifie la portée du message. L'intervention du procureur met en exergue la nécessité de réguler les contenus diffusés sur les réseaux sociaux pour éviter la propagation de fausses informations et maintenir l'ordre public, car même si les réseaux sociaux numériques offrent une tribune pour la liberté d'expression, ils posent également des défis en termes de modération des contenus et de gestion des fausses informations. Cet aspect est crucial dans un contexte où les médias traditionnels sont perçus comme contrôlés ou censurés.

En Côte d'Ivoire, les réseaux sociaux numériques sont devenus un outil puissant pour l'expression des opinions politiques et sociales. La publication et le débat en ligne permettent une diversité d'expressions qui peut ne pas être possible dans les médias traditionnels : ce qui renforce la liberté d'expression, mais pose aussi la question cruciale de la gestion des discours haineux et de la désinformation. Cette dynamique nécessite, par conséquent, une vigilance

accrue de la part des utilisateurs afin de discerner la véracité des informations et une responsabilité importante pour éviter la propagation de rumeurs infondées.

L'image de droite, quant à elle, montre une publication Facebook de « Webmedias.Ci » publiée le 30 octobre 2022 qui présente une autre déclaration de l'ex-procureur Richard Adou visiblement devant la presse. Elle suscite un intérêt particulier, car elle montre une déclaration officielle concernant la surveillance des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire, soulignant de facto l'importance de la cybersécurité et de la vigilance numérique dans le pays.

Le Procureur insiste sur le fait que les autorités surveillent activement les réseaux sociaux numériques pour détecter et prévenir les actes illégaux. Cela montre une volonté de maintenir l'ordre et la sécurité dans l'espace numérique et cette surveillance peut avoir un impact sur l'engagement citoyen. Se sentant surveillés, les internautes peuvent hésiter à exprimer leurs opinions librement, ce qui pourrait limiter le débat public et la participation citoyenne. La déclaration met en lumière l'importance de la cybersécurité en Côte d'Ivoire. Les autorités semblent prendre des mesures pour protéger les citoyens et maintenir un environnement en ligne sûr.

La mise en garde du magistrat suggère une forme de surveillance et de contrôle de l'activité des utilisateurs des réseaux sociaux numériques. Le message laisse entendre que les autorités surveillent les publications en ligne et pourraient intervenir en cas de contenus jugés problématiques tels que les fausses informations, discours de haine ou d'incitation à la violence. La déclaration du procureur relative à la surveillance et au contrôle des publications en ligne pourrait toutefois être perçue comme une atteinte à la liberté d'expression.

Somme toute, ces captures soulignent les défis et opportunités liés à l'engagement citoyen et à la cybersécurité en Côte d'Ivoire. Si la surveillance des réseaux sociaux numériques peut renforcer la sécurité, elle doit toutefois préserver les libertés et droits fondamentaux des citoyens.

3.3. Le numérique comme source de mobilisation rapide et accrue des citoyens en Côte d'Ivoire

Les réseaux sociaux permettent aux utilisateurs de se rassembler autour d'intérêts communs, favorisant ainsi le développement de communautés en ligne. Cela peut offrir un soutien social, des échanges d'idées et des opportunités de collaboration. Les groupes Facebook peuvent servir de plateforme pour organiser des actions collectives, des manifestations ou des campagnes de

sensibilisation. L'augmentation du nombre de membres peut faciliter la mobilisation citoyenne et amplifier l'impact des actions collectives.

La coordination des mobilisations citoyennes acquiert une dimension plus importante avec les médias sociaux numériques grâce à la reprise aisée et l'écho grandissant donné aux mots d'ordre de mobilisation. On peut voir, sur la prochaine image, comment un boycott contre les tarifs de l'Internet en Côte d'Ivoire est récupéré par d'autres auteurs en vue de toucher le maximum de citoyens.

Image 5 : Forum Facebook « Observateur Démocratique de la Côte d'Ivoire (ODECI) »



Source : <https://www.facebook.com/groups/1100072513662186> (décembre 2023)

L'image est une capture d'écran d'un post Facebook de l'internaute « Agodio Odime Nicaise ». Elle provient du groupe public « Observateur démocratique de la Côte d'Ivoire (ODECI) » et date du 14 avril 2023. Elle s'inscrit dans le contexte de l'augmentation des tarifs Internet par les opérateurs mobiles en Côte d'Ivoire. Le post contient une directive de la « cellule du boycott citoyen » dirigée par le député ivoirien ASSALÉ Tiémoko. La directive stipule un boycott contre les entreprises de télécommunications ORANGE et MTN, avec les actions suivantes.

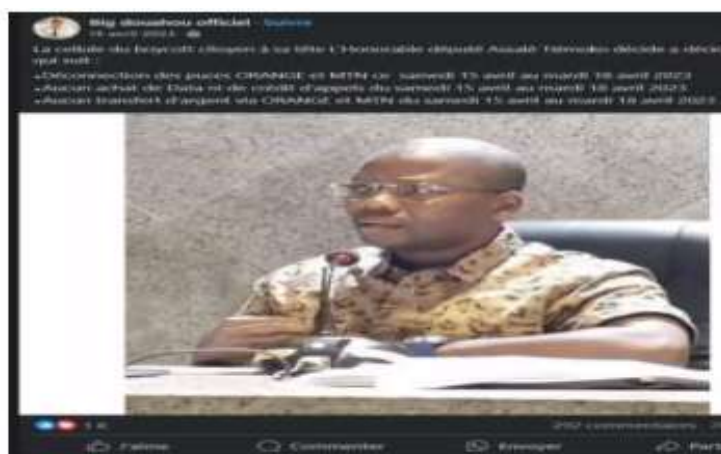
L'auteur de la publication invite les membres du groupe à une déconnexion des cartes SIM, à éviter d'acheter de données ou de crédit d'appel et les transferts d'argent via Orange et MTN du 15 avril au 18 avril. Le post se conclut par un slogan de ralliement : « Ivoiriennes, Ivoiriens, la force, c'est NOUS ». La disposition côte à côte des logos des deux entreprises de télécommunications (MTN et Orange) indique que ces dernières sont la cible de cet appel au boycott.

La rapidité de diffusion visée à travers cette publication est essentielle pour coordonner des mouvements de grande envergure comme un boycott. Facebook permet d'atteindre un large public de manière instantanée et en postant dans un groupe dédié, l'auteur du post est assuré de toucher un public engagé et intéressé par les questions de démocratie et de citoyenneté.

Le fait d'associer la publication à une figure influente en la personne du député ASSALÉ Tiémoko vise à renforcer la légitimité de l'action et davantage inciter les membres du groupe à suivre les directives. Les instructions claires et précises permettent aux citoyens de participer efficacement au boycott, en suivant des étapes bien définies sur une période donnée. Le slogan « Ivoiriennes, Ivoiriens, la force, c'est NOUS », souligne le pouvoir collectif des citoyens ivoiriens mis en avant par le locuteur avec pour objectif de renforcer le sentiment d'appartenance et de solidarité dans la lutte pour des causes communes.

Les internautes arrivent, par le biais du Web 2.0, à diffuser rapidement des informations et à mobiliser les citoyens autour d'une action collective et les forums participatifs et autres canaux à forte fréquentation rendent ce genre d'actions possibles. La prochaine traduit la reprise et l'appropriation de cet appel au boycott en vue d'amplifier l'effet social recherché.

Image 6 : Page Facebook « Big douahou officiel »



[/www.facebook.com/profile.php?id=100066944345](https://www.facebook.com/profile.php?id=100066944345)

Source : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100066944345> (décembre 2023)

Cette capture, publiée le 15 avril 2023, provient de la page Facebook d'un influenceur proche du pouvoir ivoirien : « Big douahou officiel ». Ce dernier s'inscrit dans l'appel au boycott par ASSALÉ Tiémoko à l'encontre des compagnies de téléphonie mobile relativement au coût de l'Internet mobile en Côte d'Ivoire. Le texte détaille les actions du boycott à savoir la déconnexion des puces Orange et MTN, la suspension des achats de data et de crédit d'appels, et la suspension des transferts d'argent via Orange Money et MTN Mobile Money, du samedi 15 avril au mardi 18 avril 2023. Ce post a suscité diverses interactions, dont 1 000 réactions,

292 commentaires et 78 partages. Facebook est utilisé, ici, comme outil de mobilisation citoyenne permettant une diffusion rapide, massive et efficace de cet appel au boycott.

Le texte principal annonce un boycott citoyen, dirigé qui comprend trois actions : la déconnexion des puces⁴ Orange et MTN, l'arrêt des achats de data et de crédit d'appels, et l'arrêt des transferts d'argent via Orange Money et MTN Mobile Money. Ces actions doivent être menées du samedi 15 avril au mardi 18 avril 2023. Une photo dudit député est intégrée au post. Il est assis à un bureau, portant une chemise à motifs et des lunettes et semble parler dans un micro. Les statistiques d'interaction sous le post indiquent 1000 réactions, 292 commentaires et 78 partages.

Ce post montre l'implication de la politique dans les mobilisations citoyennes et l'utilisation des réseaux sociaux pour organiser et diffuser des appels à l'action. Le boycott vise spécifiquement les deux principaux opérateurs de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, Orange et MTN, ainsi que leurs services financiers (Orange Money et MTN Mobile Money). L'ampleur du boycott (sur quatre jours) dépendra du nombre de personnes qui y participeront.

Cette publication offre un aperçu d'une mobilisation citoyenne en Côte d'Ivoire, utilisant les réseaux sociaux comme outil principal de communication et d'organisation. Cet appel au boycott met en lumière le lien entre la politique, les mobilisations citoyennes et l'utilisation des plateformes numériques. La diffusion du message sur cette plateforme permet d'atteindre un large public rapidement. L'impact réel de ce boycott reste à évaluer, mais le post souligne l'importance des réseaux sociaux dans la vie politique et sociale du pays. L'absence de détails sur les raisons du boycott limite l'interprétation complète du message.

Il convient de retenir, à partir de cette image, que les réseaux socionumériques jouent un rôle crucial dans la mobilisation et l'action citoyenne en facilitant la communication et l'organisation rapide de diverses actions. Ils permettent aux citoyens d'exercer leur influence, de coordonner leurs efforts et d'amplifier leur voix dans la sphère publique, contribuant ainsi de manière significative à la participation démocratique en Côte d'Ivoire.

3.4. La vie sociopolitique en Côte d'Ivoire face aux revers numériques

Les réseaux sociaux numériques jouent un rôle significatif dans la diffusion des informations, mais ils peuvent également contribuer à la propagation rapide de rumeurs politiques et de désinformation. La rapidité de diffusion, combinée à un manque de vérification des sources, peut conduire à la propagation rapide de fausses informations, ayant des conséquences

⁴ Terme couramment employé en Côte d'Ivoire pour désigner les cartes SIM.

émotionnelles et sociales importantes. Certaines publications vont contre l'éthique de la communication et de l'information portant en elles des effets pervers avec en toile des contenus désinformant. La publication ci-après nous en donne une preuve :

Image 7 : Blog Facebook de « Bouba Le Gros Bourgeois »



Source : [www.facebook.com/search/top?q=tout%20sur%20la%20guerre%20ivoirienne%](https://www.facebook.com/search/top?q=tout%20sur%20la%20guerre%20ivoirienne%20) (avril 2024)

Cette publication émane de l'internaute « Bouba Le Gros Bourgeois » à la date du 12 août 2023. Elle contient une photo de Thérèse HOUPHOUËT-BOIGNY, ancienne Première Dame de la Côte d'Ivoire. Comme titre de la publication, l'on peut lire : "franchement pourquoi cet esprit de mort frappe notre pays autant". Sous celle-ci, un autre utilisateur, « Tout sur la guerre ivoirienne le coupeur de tête de rebelles », a commenté : « Maman Thérèse serait décédée. Repose en paix Thérèse HOUPHOUËT-BOIGNY si c'est le cas ».

La publication principale et le commentaire relayent une fausse annonce du décès de Thérèse HOUPHOUËT-BOIGNY ; une information qui se révèle fausse au moment de cette analyse. La diffusion de fausses informations, ou « fake news », est un problème récurrent sur les réseaux sociaux. L'annonce d'un décès, même faux, peut avoir un impact émotionnel important sur les utilisateurs. La publication a suscité des réactions de tristesse et de deuil chez certains utilisateurs, qui ont cru à la véracité de l'information.

Les réseaux sociaux numériques permettent donc une propagation rapide des informations, qu'elles soient vraies ou fausses. Une fausse information peut se répandre rapidement et atteindre un large public avant d'être démentie. La diffusion de fausses informations peut éroder la confiance du public envers les sources d'information, y compris les médias traditionnels. Il devient difficile de distinguer le vrai du faux.

La diffusion de fausses informations peut avoir des conséquences sociales négatives, notamment en créant de la confusion, de l'inquiétude et de la tension sociale. Ce post illustre les effets néfastes de la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux en Côte d'Ivoire et montre comment la propagation rapide d'une fausse information concernant le décès d'une personnalité publique peut produire un impact émotionnel et social négatif. Ce cas souligne la nécessité d'une consommation critique de l'information en ligne et la vigilance face à la désinformation. Les plateformes numériques ont une responsabilité dans la lutte contre la propagation de fausses informations, même si la modération totale est impossible.

Un autre revers vécu sur la toile se perçoit avec l'émergence des « buzz » qui désignent une création intentionnelle de bluff médiatique autour d'un événement, d'un produit ou service en vue de capter l'intérêt du public et à détourner son attention vers un autre sujet. Les « buzz » apparaissent également sous forme d'annonces sensationnelles (vraies ou fausses), d'événements médiatiques à fort impact ou de scandales savamment orchestrés par certains internautes influents dans la blogosphère afin de détourner l'attention du public d'un sujet vers un autre (K. Z. M. Yao, 2025 : 220-221).

Image 8 : Forum Facebook « Observateur Démocratique de la Côte d'Ivoire »



Source : <https://www.facebook.com/groups/211143399369393> (mars 2024)

La capture provient d'un post Facebook publié par Thierry Kakou, présenté comme un observateur démocratique de Côte d'Ivoire (ODECI). La date du post est le 13 avril 2023. Le texte du post accuse des « ennemis du peuple » de planifier un « buzz » pour distraire l'attention du public du « combat des DATA ». L'auteur appelle à rejeter ces « faux buzz ». Une photo de profil de Thierry Kakou est visible en haut à gauche. Les statistiques d'interaction affichent 39 réactions et 12 commentaires.

Ce post met en lumière plusieurs aspects importants concernant les effets néfastes des publications numériques sur la vie sociopolitique en Côte d'Ivoire. L'accusation de création d'un « buzz » pour détourner l'attention du public suggère une tentative de manipulation de l'information. Les « faux buzz » peuvent servir à masquer des problèmes importants ou à influencer l'opinion publique de manière déloyale.

Ils peuvent également être utilisés pour diffuser de la désinformation et de la propagande, nuisant au passage à la transparence et à la qualité du débat public. Ils peuvent, outre mesure, contribuer à une polarisation accrue et à une difficulté à trouver un consensus, détourner l'attention du public des problèmes importants et empêcher un débat public constructif sur des questions cruciales.

Cette publication Facebook illustre les effets néfastes des publications numériques sur la vie sociopolitique en Côte d'Ivoire. La dénonciation des « faux buzz » met en lumière les tentatives de manipulation de l'information, de désinformation et de détournement de l'attention du public. Ces pratiques nuisent à la transparence, à la qualité du débat public et à la confiance envers les sources d'information. Les réseaux sociaux, en facilitant la diffusion rapide de l'information, amplifient ces effets néfastes. L'analyse du post souligne la nécessité d'une consommation critique de l'information en ligne et d'une vigilance accrue face aux tentatives de manipulation.

Conclusion

Au terme de ce parcours, l'on peut retenir que la vie sociopolitique en Côte d'Ivoire a effectivement subi des mutations depuis l'avènement du numérique. Offrant des options indénombrables, le numérique, notamment les réseaux sociaux numériques, a significativement amplifié et accru la participation politique citoyenne dans le pays. Ils apparaissent, à cet effet, comme de véritables leviers d'accroissement des débats et de leurs acteurs dans la sphère sociopolitique. Ils viennent donc sonner le glas de la monopolisation des débats en exerçant des effets concrets sur les acteurs politiques ainsi que l'action publique, qui présente désormais une dimension plurielle.

L'exercice de la citoyenneté en Côte d'Ivoire se redéfinit avec l'avènement du numérique, qui contribue à la mobilisation rapide et accrue des citoyens, donnant à l'environnement sociopolitique une nouvelle facette. Cependant, les « buzz » et certains revers liés à l'usage que font certains citoyens du numérique ont été mis en relief. Ceux-ci jettent ainsi un voile sur le caractère ouvert des débats citoyens numériques, en mettant également en mal la vie sociopolitique en Côte d'Ivoire.

Références bibliographiques

ASSEU Kokoi Olive-Martial, 2023, *Communication numérique et développement local dans la commune de Divo*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, non publiée, Abidjan, Université Félix Houphouët-Boigny, 319 p.

DE SABOURET Dominique Chagnolaud, 2018, *Introduction à la science politique* (8e éd.). Dalloz, 313 p.

GERSTLE Jacques, 1996, « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », 46-5, p.731-752.

GIRRE Claire et GIRRE Xavier, 2005, *L'indispensable des notions politiques : Principes-culture générale*, Paris, L'Harmattan, p. 65-73.

KOUTROUBAS Theodoros et LITTS Marc, 2011, *Communication politique et lobbying*, Bruxelles, De Boeck, 256 p.

MAYS Nicholas et POPE Catherine, 1995, « Qualitative Research: Reaching the Parts Other Methods Cannot Reach: An Introduction to Qualitative Methods in Health and Health Services Research », *British Medical Journal*, 311, p.42-45.

MERCIER Arnaud (Dir.), 2012, *Médias et opinion publique*, Paris, CNRS Éditions, Coll. Les Essentiels d'Hermès, 176 p.

N'DA, Paul, 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel*, et son article, Paris, L'Harmattan, 284 p.

YAO Konan Zagoh Martial, 2025, *Le Web 2.0 dans la construction de l'opinion publique autour de la gouvernance politique en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, non publiée, Abidjan, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, 321 p.

YAO Konan Zagoh Martial, 2025, « Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire », *Comenquestion*, 22, p.68-91.